

**n° I-2024-03**

République Française

**LE CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PUY-DE-DÔME**

**INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
Décisions du Président prises par délégation du Conseil d'administration**

**Séance du 11 juin 2024**

**L'an deux mille vingt-quatre le 11 juin à 11 h 00,**

le Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme s'est réuni, en **session ordinaire**, au siège, 7 rue Condorcet à Clermont-Ferrand sous la présidence de Tony BERNARD, Président.

**Date de convocation :** le 31 mai 2024

**Secrétaire de séance :** François RAGE

*Conseillers en exercice :* 29

*présents :* 14

*représentés et votants :* 21

**Membres titulaires présents :**

- **en présentiel :** Tony BERNARD (avec le pouvoir de Stéphanie ALLÈGRE-CARTIER), Pascale BRUN (avec le pouvoir de Martine BONY), Isabelle GAUTHIER (avec le pouvoir de Rodolphe JONVAUX) et François RAGE (avec le pouvoir de Nadine BOUTONNET),

- **en visioconférence :** Cécile GILBERTAS (avec le pouvoir de Dominique BRIAT), Josiane HUGUET (avec le pouvoir de Chantal FACY), Florence LEBLOND, Serge MAFFRE, Christine MANDON, Jean-François MESSEANT, Jean-Marc MORVAN (avec le pouvoir de Sylviane KHEMISTI), Flavien NEUVY, Cédric ROUGHEOL et Christophe SERRE.

**Membres titulaires absents et excusés :** Stéphanie ALLÈGRE-CARTIER, Martine BONY, Hélène BOUDON, Nadine BOUTONNET, Dominique BRIAT, Graziella BRUNETTI, Jean-Paul CUZIN, Chantal FACY, Sébastien GOUTTEBEL, Rodolphe JONVAUX, Sylviane KHEMISTI, Frédéric PILAUD, Hervé PRONONCE, Sandrine ROUSSEL et Yannick VIGIGNOL.

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Rapporteur : Tony BERNARD

Vu le code général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale,

**LE RAPPORTEUR AYANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ**

**Informations sur les décisions du Président prises par délégation du Conseil d'administration :**

Le détail des emplois créés pour les missions relatives à l'intérim et à l'appui territorial est présenté, ci-après, en application de la délibération n° 2020-49 du 12 novembre 2020 relative aux délégations de compétences accordées par le Conseil d'administration au Président.

1. Emplois créés par la mission appui territorial :

→ période du 23 février 2024 au 7 mai 2024 :

Filière	Cat.	Grade	Quotité tps de travail 35 <sup>ème</sup>	Motif	N° arrêté	Date création	Date suppression	Nb poste
ADM	B	Rédacteur	35/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-23 1° CGFP	2024-173	04/03/2024	30/11/2024	1
ADM	B	Rédacteur	35/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-23 1° CGFP	2024-173	04/03/2024	30/11/2024	1
ADM	B	Rédacteur	35/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-23 1° CGFP	2024-173	04/03/2024	30/11/2024	1
ADM	A	Attaché	12/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-23 1° CGFP	2024-173	28/02/2024	28/04/2024	1
ADM	B	Rédacteur principal de 1ère classe	21/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-13 CGFP	2024-195	18/03/2024	31/03/2024	1
ADM	B	Rédacteur principal de 1ère classe	35/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-23 1° CGFP	2024-195	21/03/2024	02/04/2024	1
ADM	C	Adjoint administratif	35/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-13 CGFP	2024-195	01/04/2024	31/12/2024	1
ADM	B	Rédacteur principal de 1ère classe	15/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-13 CGFP	2024-216	08/04/2024	28/04/2024	1
ADM	B	Rédacteur principal de 1ère classe	8/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-23 1° CGFP	2024-216	09/03/2024	30/04/2024	1
ADM	A	Ingénieur	35/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-13 CGFP	2024-225	29/04/2024	15/09/2024	1
ADM	A	Attaché	35/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-13 CGFP	2024-225	01/07/2024	31/10/2024	1
ADM	B	Rédacteur principal de 1ère classe	10/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-13 CGFP	2024-238	29/04/2024	12/05/2024	1
ADM	B	Rédacteur principal de 1ère classe	8/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-23 1° CGFP	2024-238	01/05/2024	03/06/2024	1
ADM	A	Attaché	12/35 <sup>ème</sup>	Art L 332-23 1° CGFP	2024-238	15/05/2024	30/06/2024	1
						TOTAL POSTES CREES		14

REPARTITION DES POSTES CREES PAR CATEGORIE HIERARCHIQUE		
Catégorie	Nombre	Part des postes créés %
A	4	29 %
B	9	64 %
C	1	7 %
TOTAL	14	

REPARTITION DES POSTES CREES PAR FILIERE		
Filière	Nombre	Part des postes créés %
Administrative	13	93 %
Technique	1	7 %
Médico-sociale	0	0 %
TOTAL	14	

## 2. Emplois créés par le service intérim :

→ période du 12 février 2024 au 12 avril 2024 → 379 postes

A titre d'information, les postes les plus nombreux sont ceux de catégorie C avec 300 postes contre 46 en A et 33 en B.

La catégorie C est la plus représentée avec 79.16 %.

La filière technique est la plus représentée avec 58.84 %.

FILIERES	Nb de postes	%
FILIERE ADMINISTRATIVE	79	20.84 %
FILIERE TECHNIQUE	223	58.84 %
FILIERE MEDICO SOCIALE	63	16.62 %
FILIERE ANIMATION	11	2.90 %
FILIERE CULTURELLE	3	0.79 %
<b>TOTAL</b>	<b>379</b>	<b>100.00 %</b>

GRADE/EMPLOI	CATEGORIE	NBRE DE POSTES PAR GRADES			
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	20			
ADJOINT D'ANIMATION	C	11			
ADJOINT TECHNIQUE	C	36			
AGENT D'ACCUEIL	C	8			
AGENT DE MAINTENANCE	C	5			
AGENT DE MAITRISE	C				
AGENT ENTRETIEN	C				
AGENT D'EXPLOITATION DES ROUTES	C	26			
AGENT POLYVALENT	C	147			
AGENT SOCIAL	C				
ASSISTANT ADMINISTRATIF	A	4	<b>CATEGORIE</b>	<b>POSTES</b>	<b>%</b>
ASSISTANT ADMINISTRATIF	B	10	A	46	12.14 %
ASSISTANT ADMINISTRATIF ASE	C	1	B	33	8.71 %
ASSISTANT SOCIAL	A	4	C	300	79.16 %
ASSISTANT SOCIAL POLYVALENT	A	20	<b>TOTAL</b>	<b>379</b>	<b>100.00 %</b>
ASSISTANT TECHNIQUE	B				
CHARGE DE COMMUNICATION	C	1			
CHARGE DE MISSION	A				
CONSEILLER ECONOMIQUE SOCIAL ET FAMILIALE	B	7			
CONSEILLER ECONOMIQUE SOCIAL ET FAMILIALE	C	1			
CONTROLEUR	A				
CUISINIER	C	2			
GARDIEN	C	6			
GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF	A				
GESTIONNAIRE ASE	B	2			



## Emplois créés par le service intérim (suite) :

GRADE/EMPLOI	CATEGORIE	NBRE DE POSTES PAR GRADES
GESTIONNAIRE DE TRANSPORT	B	1
GESTIONNAIRE RH	B	2
INFIRMIER	A	1
INTERVENANT SOCIAL	B	
OPERATEUR	A	1
MEDECIN	A	1
PSYCHOLOGUE	A	
PUERICULTRICE	A	3
RESPONSABLE DOCUMENTATION ET CONSERVATION	B	3
SECRETAIRE	B	
SECRETAIRE MEDICO SOCIALE	C	2
SECRETAIRE MEDICO SOCIALE	B	8
TRAVAILLEUR SOCIAL	A	9
TRAVAILLEUR SOCIAL ASE	A	4
TOTAL		379

## Informations diverses :

### ➔ Synthèse des réunions du Conseil de discipline en 2023 :

	Sanction demandée	Grade de l'agent	Avis rendu
1	Révocation	Adjoint technique	Révocation
2	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de huit mois	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de huit mois dont deux avec sursis
3	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée d'un mois	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 10 jours dont 5 avec sursis
4	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 6 mois	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 15 jours avec sursis
5	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 2 ans	Adjointe technique	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée d'un an
6	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 2 ans	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée d'un an
7	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 30 jours	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 30 jours
8	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 3 mois dont 2 avec sursis	Adjointe technique principale de 2 <sup>ème</sup> classe	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 15 jours avec sursis
9	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 3 mois dont 2 avec sursis	Adjointe technique principale de 2 <sup>ème</sup> classe	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 15 jours avec sursis
10	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 18 mois	Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 6 mois
11	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 4 à 15 jours	Infirmière en soins généraux	Exclusion temporaire de fonctions d'une durée de 5 jours
12	Révocation	Gardien-brigadier de Police municipale	Sursis à statuer



### ➔ Synthèse des réunions de la CCP en formation disciplinaire en 2023 :

	Sanction demandée	Grade de l'agent	Avis rendu
1	Licenciement sans préavis ni indemnité	Adjoint technique contractuel	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 6 mois
2	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée d'un mois	Adjoint technique territorial	Exclusion temporaire de fonctions pour une durée d'un mois

### ➔ Bilan intermédiaire de la mission de « Soutien au secrétariat de mairie » :

Le Centre de Gestion, dans sa volonté d'apporter une solution concrète aux collectivités confrontées à l'absence de leurs secrétaires généraux de mairie (maladie, vacance d'emploi, etc.), a mis en place à l'automne 2023 une nouvelle mission facultative, appelée « Soutien au secrétariat de mairie ».

Cette mission consiste à mettre à disposition des employeurs faisant face à des situations critiques ponctuelles, un(e) secrétaire de mairie expérimenté(e) itinérant(e) afin de gérer, en priorité, les dossiers relevant de la gestion comptable, financière et de ressources humaines. Dans cette perspective, une secrétaire de mairie a été recrutée à temps complet en octobre 2023.

En outre, afin de garantir une forme de souplesse dans l'appui proposé aux employeurs sollicitant la mission, la prestation comprend, de manière facultative, l'adhésion à une permanence téléphonique, mise en place une journée par semaine et assurée par ce même agent, à l'attention des secrétaires généraux de mairie en recherche d'une aide opérationnelle sur la gestion de certains dossiers (à l'exception des dossiers relevant de la compétence des autres services du Centre de Gestion).

Chaque intervention sur le terrain, programmée et préparée grâce à la collaboration de la collectivité, de la responsable du service Appui Territorial & Développement des Compétences et de la secrétaire de mairie itinérante, fait l'objet d'un compte-rendu de mission validé par l'autorité territoriale ayant sollicité la mission, qui retrace à la fois le temps consacré aux tâches effectuées et la nature de ces dernières. Cette démarche importante permet de garantir l'efficacité et la transparence de la mission.

Les éléments transmis présentent un bilan à 7 mois de cette prestation.

Afin de bénéficier du recul nécessaire sur la pertinence de la mission dans sa forme actuelle, il est proposé de réaliser un nouveau bilan détaillé de la mission à la fin de l'année 2024, et de suggérer à cette occasion au Conseil d'administration des évolutions de la prestation, si celles-ci s'avèrent nécessaires.

### ➔ Contrôle hiérarchisé des dépenses :

Comme l'année précédente, la Paierie Départementale a procédé au contrôle hiérarchisé des dépenses du Centre de Gestion pour l'exercice 2023.

Ce rapport permet de dresser le bilan de qualité du mandatement de la structure et de mettre en œuvre une démarche de progression sur les erreurs les plus fréquemment rencontrées.

Le compte rendu du Payeur Départemental fait état des éléments d'information suivants sur l'exercice 2023 :

\* sur les 2 469 lignes de mandats reçues → 34 ont été rejetées, ce qui en matière de pourcentage représente 3,46 % contre 4,88 % en 2022. La majorité des erreurs relevées provient d'anomalies dans le calcul des amortissements. En effet, avec le passage à la norme M57, apparaît l'application du prorata temporis dans les nouveaux amortissements se trouvait être mal paramétré sur le progiciel de finances. Ces erreurs n'ont pas vocation à se reproduire. Quelques erreurs subsistent sur les décharges d'activités syndicales mais pas dans les mêmes volumes que les exercices précédents.

\* le délai global de paiement correspond au délai qui s'écoule entre la date de réception de la facture et la date de sa mise en paiement par le comptable public. Il doit être de 30 jours maximum, 20 jours pour

l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable. Le contrôle hiérarchisé constate un délai de 9,21 jours cumulé sur l'exercice contre 10,05 jours pour l'exercice 2022. Ce délai s'est donc réduit de presque une journée.

\* Le taux de représentativité mesure la proportion de mandats portant les dates de début et de fin du délai global de paiement. Ce taux demeure à un excellent niveau puisqu'il s'élève à 100 % (99,33 en 2022).

Pour 2023, le payeur départemental souligne que la qualité du mandatement ressort dégradée en raison d'erreurs localisées sur les opérations d'ordre et sur les décharges d'activités de services.

Enfin, il souligne que la réduction des délais de paiement démontre la bonne organisation des services et de la chaîne de dépenses du Centre de Gestion.

➡ **Rapports d'activité des référents déontologie et laïcité** : documents joints.

➡ **Forum des métiers territoriaux** :


S'agissant du forum qui s'est déroulé le 13 mars 2024, il est à noter 900 visites contre 680 en 2023.

La 3<sup>ème</sup> édition est prévue le 26 mars 2025.

➡ **Prochain Conseil d'administration** : le mardi 24 septembre 2024 à 11 h 00

Le Conseil d'administration prend acte de ces informations.

Le Président,

  
Tony BERNARD  
Maire de Châteldon

